

16,50/20

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : Concours complémentaire 2nd grade

Epreuve : Droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Ainsi que le faisaient observer Herle et Urtu, "les peuples vivent rarement en vase clos". De fait, la circulation des individus entre États est un phénomène ancien et les délinquants n'ont pas manqué de tirer profit rapidement du principe de territorialité de la loi pénale. Expression de la souveraineté nationale, la loi pénale a en principe vocation à ne s'appliquer que sur le territoire de l'État dont elle émane et aux faits commis sur celui-ci. Elle est en cela solidaire de la compétence juridictionnelle française, dont il résulte que les tribunaux français sont amenés à appliquer la loi française. Pour simple qu'elle soit, cette appréhension stricte des frontières d'application de la loi pénale française présente l'inconvénient notable de laisser hors d'atteinte de la répression ceux qui profitent des frontières pour échapper à toute sanction, soit en quittant le territoire du lieu de commission de l'infraction, soit en quittant celui de la France pour commettre celle-ci.

De longue date, pour faire face à cette difficulté, il a été admis que la justice du Roi pouvait s'exercer sur des individus étrangers commettant en France des infractions. Mais il est aussi apparu nécessaire de protéger les ressortissants français victimes d'infraction commises à l'étranger. À cette fin, une application extra-territoriale de la loi pénale est apparue, permettant aux victimes de réclamer, dans certaines conditions, que la loi française leur

N°

d.i.m.

soit appliquée. Dans un second temps, la mondialisation qu'a incarnée la Seconde Guerre Mondiale, a conduit les États à renforcer leur coopération, notamment judiciaire, et à consacrer par ailleurs l'existence de certaines infractions dont la gravité méritait une répression internationale. Des conventions internationales ont été adoptées en ce sens et un principe de compétence universelle de chaque État pour juger de ces infractions est apparu. La convention de New York du 10 décembre 1984 relative notamment au terrorisme en témoigne.

Cependant, s'il est de plus en plus nécessaire de ne pas laisser sans réponse les actes criminels ou délits commis hors la France mais impliquant des citoyens français, ou des infractions graves, il n'en demeure pas moins qu'une application très extensive de la pénale française ne peut que se heurter à des difficultés. Celles-ci peuvent être d'ordre pratique tout d'abord et résulter de la difficulté d'appréhender, hors du territoire français, les éléments de nature à caractériser l'infraction. Si la coopération judiciaire est à l'œuvre aujourd'hui dans l'Union Européenne, il n'en va pas ainsi dans tous les pays. La possibilité d'appréhender un suspect est tout aussi problématique, l'extradition n'étant pas une décision qu'un État est toujours susceptible d'obtenir. L'Union Européenne a du reste pallié la difficulté par l'instauration du 'mandat d'arrêt européen', auquel la Cour de cassation semble vouloir attacher les plus grands effets, en le faisant primer sur la Convention de Genève (Crim août 2016). Au-delà des difficultés procédurales, se pose plus largement la question de la légitimité de l'application de la loi française aux faits commis hors de ses frontières. Ainsi, peut-on estimer juste que soit réprimés au titre la loi française ce qui ne l'est pas dans l'État où les faits ont été commis ?

A cette question, le législateur a dû apporter une réponse - Confronté de plus en plus fréquemment

à des agissements qui débordent le territoire français, il a pris le parti d'une application extensive de la loi française (I) laquelle demeure cependant encadrée (II).

I Une application extensive de la loi française aux faits commis hors de son territoire -

Ce mouvement se justifie tant en considération de la nature de certaines infractions (A) que des caractéristiques des personnes impliquées (B).

A. Une compétence étendue au regard de la nature de l'infraction

d'application extra-territoriale de la loi française trouve au premier chef à s'exprimer au regard de la nature particulière de certaines infractions qui justifient une répression supra-territoriale.

Il en va tout d'abord ainsi des infractions commises en atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation. L'article 113-10 prévoit qu'elles sont réprimées, si elles constituent un crime ou un délit, quel que soit leur lieu de commission. Ainsi, le meurtre d'un agent diplomatique ou consulaire français commis à l'étranger relève de la loi française et donc de ses juridictions. De manière plus anecdotique peut-être, le Code pénal prévoit également de soumettre à la loi française, les infractions commises à bord d'un aéronef non immatriculé en France, s'il y atterrit ou s'il a été donné en location sans équipage à une personne qui réside en France ou y a son siège social (l'Art 113-11). L'on peut envisager de pourchasser ainsi une éventuelle prise d'otages si l'avion faisait escale en France mais aussi éventuellement, des actes relevant du trafic de stupéfiants.

Le législateur consacre par ailleurs l'application du droit pénal français au titre d'une vocation

universelle. La loi française devient alors applicable parce qu'une convention internationale prévoit pour une infraction déterminée, la possibilité de cette compétence. Tel est le cas des infractions commises dans les mers extra-territoriales (art. 113-12), mais également en matière de terrorisme, conformément à l'article 689 du Code de procédure pénale et à la Convention de New-York du 10 décembre 1984. La Cour de cassation a du reste fait une application très extensive de ce cas de compétence dans l'affaire de l'Enha jugeant que la loi française rendait plus effective les objectifs recherchés par la convention en cause et que loin de lui être contraire, elle en était un renforcement (Crim 25.7.2012).

Enfin, à ces compétences fondées sur la nature de l'infraction, la loi a ajouté une compétence particulière de la loi française tenant au respect des droits de l'homme. Définie à l'article 113-8-1 du Code pénal, elle prévoit que la loi française peut s'appliquer aux infractions commises à l'étranger par un étranger dont l'extradition est refusée par la France. Il s'agit de ne pas laisser impuni celui que l'on a voulu protéger des effets gravement néfastes d'un retour dans le pays du lieu de commission de l'infraction.

B. Une compétence étendue au regard de la qualité des personnes impliquées dans l'infraction.

Outre l'extension des cas d'application de la loi française eu égard à la nature de certaines infractions, qui caractérisent la volonté du législateur d'appréhender largement celles-ci, un second mouvement se dessine qui consiste à appliquer la loi française en considération d'éléments de personnalité. Le droit pénal français est alors considéré comme étant le mieux à même d'appréhender l'infraction subie ou commise. Le premier critère développé

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : Concours complémentaire 2nd grade

Epreuve : Droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



par le législateur est celui de la nationalité - la loi française s'applique d'abord dans l'hypothèse où l'auteur de l'infraction est de nationalité française, lorsqu'il commet à l'étranger un crime ou un délit (art. 113.6). Les contraventions échappent donc à ce texte ce qui justifie leur caractère de sanction de règles de discipline plus que d'atteinte à des intérêts protégés. Cette compétence personnelle dite "active" se double d'une compétence personnelle passive, dont découle l'application de la loi française lorsque la victime de cette nationalité et qu'elle subit un crime ou un délit à l'étranger, puni d'emprisonnement (art. 113.7). Cette compétence de la loi française traduit l'idée d'une certaine suprématie de la loi du for pour appréhender les actes en cause. Elle présente, pour les intéressés, l'avantage de les inscrire dans un système judiciaire dont ils connaissent en principe la langue et les usages. À ces deux cas de compétence fondés sur la nationalité le législateur a plus récemment ajouté une compétence fondée sur le lieu de résidence, assimilant ainsi celui qui a choisi la France comme lieu d'habitation à celui qui en est un citoyen - Il traduit en cela une certaine idée d'égalité face aux atteintes subies, indépendamment du pays de rattachement. Tel est le cas s'agissant des violences exercées contre un mineur (art. 222-16-2) ou encore des actes de proxénétisme sur mineurs (art. 225-11-2). Sont ainsi principalement visés les cas de tourisme

N°

S.I.I.

sexuel et d'excision, dont le législateur français a souhaité prévenir la commission à l'étranger contre les mineurs résidant en France. Il étend ainsi les valeurs et intérêts défendus dans notre société au-delà de ses frontières.

Enfin, très récemment, la loi du 3 juin 2016 dite loi Ursoas, a créé un cas de compétence de la loi française en cas d'infraction commise via un réseau de communication à l'encontre de personnes résidant en France ou y ayant leur siège social (Art. 113-2-1). Si, curieusement, le texte a été positionné dans le Code pénal, dans le chapitre relatif aux infractions commises sur le territoire français, il nous semble d'avantage se rattacher à un nouveau cas de compétence extra-territoriale, tant il est évident que l'usage d'un réseau de communication et donc de serveurs implique que les actes ne seront pas commis en France. Cette nouvelle compétence de la loi française - conçue pour appréhender en particulier la propagande ou l'organisation d'activités terroristes à l'étranger, témoigne une nouvelle fois d'une application extensive du droit pénal français aux fins d'appréhender, le plus largement possible, les comportements susceptibles de nuire à ses citoyens. Cet expansionnisme du droit français n'est toutefois pas sans limite.

II Une application encadrée de la loi française aux infractions commises hors de son territoire

Chaque pays définit de par sa législation pénale, les intérêts et les valeurs qu'il croit dignes d'être protégés. Cette expression de sa souveraineté implique que la loi française ne peut connaître qu'une application limitée aux faits survenus hors de son territoire. La souveraineté d'un État confère d'abord une immunité de poursuite aux agents diplomatiques qu'il envoie dans un autre État. Elle fait pareillement obstacle aux poursuites en ce

contre un chef d'État ainsi que la Cour de Cassation l'a rappelé s'agissant de R. Khadafi (Crim 13.3.01).

Au-delà de ces exceptions, deux principales limites sont fixées à l'application de la loi française : le principe de réciprocité (A) et celui de subsidiarité (B).

A. le principe de réciprocité

Ainsi qu'il a été dit, il est possible, eu égard à la diversité des législations pénales de par le monde, que le fait commis ne soit pas sanctionnable au regard du droit du pays où il survient. La loi française doit-elle alors réprimer un tel fait ? La réponse appar-
tite par le législateur français est nuancée. Si l'acte est un crime au regard de la loi française, la gravité de l'atteinte à une valeur protégée fonde une applica-
tion de la loi française, quelle que soit la législation du pays du lieu de commission. Si l'acte relève d'une
contravention, atteinte mineure, il n'est pas susceptible de faire jae la loi française. S'il relève du délit, la nécessité d'une incrimination de l'acte dans le
pays d'origine est exigée chaque fois que la loi française s'applique en raison de la nationalité française de l'auteur (art 113.6). Elle n'est en revanche pas
exigée si la compétence s'exerce au titre de la nationalité de la victime. Il s'agit, en d'autres termes, de
protéger toutes les victimes françaises via le droit fran-
çais mais de ne punir qu'avec mesure l'auteur français qui a pu se croire, du fait de la loi du pays où il se
trouvait, autorisé à commettre certains actes. Notons
que, récemment, plusieurs exceptions ont été apportées à cette règle, précisément en vue de limiter ce
qui apparaissait comme un effet d'arbitrage à certains
délinquants. Le législateur pourrit ainsi, nonobstant la législation du pays d'origine les faits rele-
vant du tourisme sexuel : proxénétisme sur mineurs (art 225-11-2), corruption de mineur (art.
227-27-1 à 227-22), diffusion d'images

peda. pornographique (art. 227-23 CP), atteintes sexuelles (art. 227-25) y compris sur mineurs de plus de 15 ans (art. 227-27); il applique également la loi française aux violences sur mineurs ayant entraîné la mort, une mutilation ou une infirmité ou une ITT supérieure à 8 jours (art. 222-16-2). Ce faisant, la législation française marque une fois encore un certain expansionnisme, admettant sa compétence automatique dans des cas de plus en plus nombreux, dans un souci marqué de protection des victimes d'infractions. Elle n'en reste pas moins encadrée. La limitation de la loi se manifeste de deux autres façons. Au plan procédural tout d'abord, la mise en mouvement de l'action publique est limitée car subordonnée, pour l'auteur comme pour la victime française, à l'initiative du seul Ministère public (Art 113-8). Il faut en outre que les faits aient précédemment fait l'objet d'une plainte de la victime ou de ses ayants droit ou d'une dénonciation officielle par l'autorité du pays où le fait a été commis (même texte). A des fins, l'application de la loi française ne saurait avoir lieu (Crim. 4-1-96). Une nouvelle fois des exceptions sont aménagées pour les infractions de tourisme sexuel et de violence sur mineurs. La loi pénale française s'applique en outre aux crimes et délits qualifiés d'actes de terrorisme commis, par un français ou une personne résidant habituellement en France, à l'étranger, sans qu'une quelconque réciprocité ou limitation procédurale ne s'applique (art. 113-13 CP).

À supposer faux le fait commis à l'étranger, car réprimé par la législation du pays, l'auteur peut avoir d'ores et déjà été sanctionné dans ce pays. Des poursuites engagées en France pourraient alors avoir pour conséquence, une double sanction. Une telle situation porterait, à l'évidence, une atteinte au principe non bis in idem garanti par l'article 50 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union et par la Convention Européenne

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : Concours complémentaire 2nd grade

Epreuve : Droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



des Droits de l'Homme - Il apparaîtrait anormal qu'un individu soit puni deux fois pour le même fait et purgé à ce titre deux fois une peine. Aussi, l'article 113-9 du Code pénal pose-t-il en principe qu'aucune poursuite ne peut être exercée contre une personne justifiant qu'elle a été jugée définitivement pour les mêmes faits et, en cas de condamnation, que la peine a été subie ou prescrite (art 113-9). La règle s'applique aux hypothèses de compétences personnelles active et passive prévues aux articles 113-6 et 113-7. Elle est à rebours de celle consacrée par les infractions commises ou réputées commises sur le territoire français, auxquelles le principe non-bis est inapplicable. Elle témoigne encore une fois d'une certaine "faveur" faite à l'auteur français d'infraction à l'étranger. Pour que la règle s'applique il faut toutefois qu'un véritable jugement soit intervenu, ce qui ne caractérise pas une déclaration d'irrecevabilité d'un recours (Crim. 20.6.2011), ni un classement sans suite (Crim. 6.12.25). Ajoutons que si une incarcération a été subie à l'étranger, elle doit être déduite de la durée à exécuter en France (Crim. 23.10.13). La loi française n'a donc pas vocation, pour les délits tout du moins, à appréhender tous les comportements survenus hors de son territoire et si la répression a été exercée par l'État du lieu de commission, elle ne saurait s'y ajouter. L'extra-territorialité de la loi française est

N°

9/11

donc encadrée, pour n'appréhender, in fine, que les manquements les plus graves restés sans réponse. De la même manière, la compétence de la loi française au titre des Droits de l'Homme ou d'une convention Internationale n'est pas absolue.

B. Une compétence soumise à la subsidiarité

Ainsi qu'il a été vu, la loi française peut trouver à s'appliquer afin de ne pas laisser impunie une infraction commise à l'étranger par un étranger dont l'extradition est refusée ou en matière internationale. Dans un cas comme dans l'autre, la vocation de la loi française à s'appliquer n'est pas naturelle. Aussi, ne doit-elle s'exercer qu'à défaut d'autres solutions. C'est la raison pour laquelle l'article 113-8-1 limite les cas d'application de la loi française en cas de refus d'extradition : seuls sont concernés les crimes et délits punis de plus de 5 ans d'emprisonnement. Pour les autres, aucune poursuite ne sera engagée. Il faut encore que le refus d'extradition repose sur des motifs précis, plus restrictifs que ceux visés à l'article 696-4 du Code de procédure pénale. Il faut que le refus soit motivé par un risque d'atteinte grave aux droits de la défense ou l'exposition de l'agent à une peine, une mesure de sûreté contraire à l'ordre public français (peine de mort, actes de torture), ou que le fait revête le caractère d'infraction politique. Toute infraction donnant lieu à un refus d'extradition ne sera donc pas automatiquement jugée en France.

De même, la compétence universelle de la loi française dans le domaine international a vu sa place restreinte par l'émergence de la Cour Pénale Internationale.

La loi française n'a désormais plus vocation à s'appliquer, et les juridictions françaises à demeurer saisies, qu'à la condition qu'aucune juridiction internationale ou nationale n'ait demandé

la remise ou l'extradition de l'auteur (art. 689-11 du CPP). Les situations dans lesquelles l'extranéité est totale - nationalité de l'auteur, de la victime et lieu de commission des faits - n'ont donc vocation qu'à être marginalement appréhendées par la loi française.